



PORTANT PERMISSION DE VOIRIE

2026-353

Le Maire de la Ville de MELESSE ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L2212-1 et suivants relatifs à la police municipale et les articles L2213-1 et suivants relatifs à la police de la circulation et du stationnement,

Vu le code de la route, et notamment les articles L411-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police de la circulation et les articles R411-1 et suivants relatifs aux pouvoirs généraux de police,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le code pénal et notamment l'article R610-5,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié et complété,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, et notamment la 8^{ème} partie relative à la « signalisation temporaire »,

Vu les schémas définis dans le manuel de chef de chantier sur la signalisation temporaire, tome : routes bidirectionnelles.

Vu la demande d'arrêté municipal du 29 juillet 2026 présentée par l'entreprise EXEM Construction, sise 11 rue Saint-Coulban 35540 Miniac-Morvan, sollicitant une permission de voirie en vue de procéder à la pose de mâts pour permettre le raccordement au réseau d'électricité du chantier SCHOLA situé rue de Rennes en face e la Mairie.

Considérant que le bon déroulement de ces travaux par l'entreprise EXEM Construction, nécessite la réglementation suivante rue de Rennes.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 : La société EXEM Construction est autorisée à procéder à la pose de mâts sur socles en béton pour permettre le raccordement au réseau d'électricité du chantier SCHOLA situé rue de Rennes ;

ARTICLE 2 : Pendant ces opérations :

- Les voies restent ouvertes à l'ensemble des usagers ;
- Les engins de la société EXEM construction ne devront à aucun moment entraver la libre circulation des véhicules sur l'ensemble des voies ;
- Le signalement des véhicules et des personnes sur la chaussée doit être respecté conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3 : La signalisation routière correspondante sera mise en place, conformément à la réglementation en vigueur, avant le démarrage des travaux et retirée dès la fin des travaux par EXEM Construction responsable des travaux.

ARTICLE 4 : Les massifs positionnés sur la chaussée ou à proximité seront porteurs de bandes de signalement rétroréfléchissantes de nuit.

- ARTICLE 5 :** Tout câble aérien d'alimentation électrique passera à plus de 6 mètres au-dessus du sol naturel. La fourniture, la mise en place et l'entretien des panneaux réglementaires seront à la charge de la société EXEM Construction.
- ARTICLE 6 :** Le nettoyage des chantiers sera effectué autant de fois que nécessaire ; aucuns débris ou élément résiduel ne devra rester sur la chaussée, les dégâts éventuels causés sur la chaussée, les accotements ou les trottoirs seront à la charge de l'entreprise.
- ARTICLE 7 :** L'entreprise chargée des travaux devra afficher le présent arrêté sur l'emprise du chantier.
- ARTICLE 8 :** Les infractions au présent arrêté seront relevées par procès-verbal par les agents habilités, conformément à l'arrêté en vigueur.
- ARTICLE 9 :** La Directrice Générale des Services, le Directeur des Services Techniques et le Policier Municipal de la Mairie de Melesse, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Betton (Ille-et-Vilaine) et le Directeur de EXEM Construction seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.
- ARTICLE 10 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise à :
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Betton ;
 - Le Service départemental d'incendie et de Secours d'Ille-et-Vilaine ;
 - Les Services Techniques et Police Municipale de la Mairie de Melesse ;
 - Valcobreizh ;
 - EXEM Construction.

Information à lire attentivement.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous désirez contester le présent acte, vous pouvez saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de l'acte attaqué. Celui-ci peut être déposé via l'application Télérecours citoyens accessible sur le site internet www.telerecours.fr

Vous pouvez également saisir le Maire d'un recours gracieux.

Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (au terme d'un délai de 2 mois, le silence du Maire vaut rejet implicite, ouvrant droit à un nouveau délai de recours contentieux de deux mois).

Le 10 septembre 2026

**Le Maire,
Yves FÉREY**



Affiché le 11/09/2026

**Le Maire,
Yves FÉREY.**

